

André Versaille

Éditeur

Premier discours aux généraux

par

Adolf Hitler,

le 3 février 1933

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

❧ *André Versaille éditeur* ❧

16 – ADOLF HITLER
PREMIER DISCOURS AUX GÉNÉRAUX

3 février 1933

Le 30 janvier 1933, jour de l'accession du chef nazi Adolf Hitler (1889-1945) à la Chancellerie à l'appel du président Hindenburg, est une date clé *a posteriori*. Sur le moment, on pouvait n'y voir qu'un fait de politique intérieure, d'autant que le nouveau gouvernement ne comptait, en plus de Hitler, que deux membres du parti nazi, première formation du pays depuis les élections de juillet 1932. On connaissait mal encore cet Autrichien de naissance, partisan fraîchement naturalisé de la « Grande Allemagne », co-fondateur du *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter-Partei* (NSDAP) en 1920, et putschiste malheureux à Munich en 1923. Rares étaient ceux qui avaient lu son manifeste, *Mein Kampf*, rédigé en prison durant l'année 1924 et posant les bases de son idéologie raciste et antisémite. On voyait en lui un ambitieux tribun populiste qui avait su s'attirer les votes des victimes de la « grande crise » tout en séduisant les industriels allemands, effrayés par le communisme. Immédiatement pourtant, Hitler va révéler ses ambitions démesurées et ses rêves dictatoriaux.

Un système dictatorial pensé de longue date

La meilleure preuve est son premier discours aux commandants de la Marine et de l'Armée, prononcé à Berlin le 3 février 1933, soit quatre jours à peine après sa prise de fonction comme chancelier et deux jours après la dissolution du *Reichstag*. Ce texte n'a longtemps été connu que de ses auditeurs directs et sera rendu public bien plus tard, via les notes manuscrites d'un général de division. Hitler profite en fait d'une visite au domicile du général d'infanterie von Hammerstein-Equord, plus tard victime des nazis, pour exprimer sans ambiguïté des vues qui, d'emblée, ouvrent la porte au pire: tout doit être subordonné à la *reconquête du pouvoir politique*. Dans ce but, il annonce son intention de détruire *ce cancer qu'est la démocratie* et de supprimer toute opposition politique, particulièrement marxiste. Il donne également des indications sur la politique économique et sociale à mener: surproduction généralisée et résorption du chômage par des embauches publiques massives. Il souligne aussi son envie d'élever la lutte au rang de valeur suprême et d'éduquer la jeunesse en ce sens. Sur le plan international, le jeu de balance qu'il pratiquera longtemps est annoncé: obtenir l'égalité des droits, donc détricoter le traité de Versailles tout en recherchant des alliances, ce qui implique d'agir avec ruse, en alternant coups de force et apaisements. Hitler garde

une hésitation : faut-il se satisfaire d'une expansion économique ou augmenter *l'espace vital à l'Est*? La Seconde Guerre est déjà en germe. On notera néanmoins l'absence de toute référence, dans ce discours, au « problème juif » que l'on sait pourtant déjà obsessionnel chez Hitler. Ne l'a-t-il pas évoqué ou a-t-il paru mineur aux yeux de son auditoire? En d'autres termes, le général preneur de notes a-t-il retranscrit tout ce qu'il a entendu?

Le volet politique intérieure

Avec méthode et détermination, Hitler met immédiatement son discours en pratique. Dès le 4 février, il prend les premières mesures restreignant la liberté d'expression et, le 6, assure la mainmise de son parti sur la Prusse, le plus important des *Länder*. Le 27 février, sans que l'on sache encore exactement s'il s'agit de l'acte d'un déséquilibre ou d'une provocation politique nazie, le *Reichstag* est incendié. Hitler accuse le parti communiste et tire prétexte du risque de déstabilisation pour faire adopter, le 28, le décret « pour la protection du peuple et de l'État » qui sera l'une des bases légales de la dictature. Celui-ci permet de suspendre les libertés individuelles et d'arrêter massivement, sans garanties d'assistance juridique ou d'appel, les suspects de trahison ou d'atteinte à l'ordre public. Cependant, les élections du 5 mars 1933 ne donnent pas la majorité absolue au NSDAP, ce qui contraint Hitler à ménager encore quelque temps le *Zentrum* catholique en se présentant comme l'homme du redressement national et le garant de la grandeur historique allemande. Le 23 mars, le pas décisif est franchi : le *Reichstag* vote l'Acte d'habilitation qui accorde au Chancelier les pleins pouvoirs pour quatre ans. Le *cancer* démocratique évoqué dans le discours aux généraux a, dès lors, disparu. Les libertés fondamentales sont abolies, les partis politiques, de droite comme de gauche, sont dissous et les premiers camps pour opposants apparaissent. Dès juillet 1933, l'Allemagne vit en régime de parti unique. L'été suivant, à la mort de von Hindenburg, Hitler cumule la Chancellerie avec la présidence du Reich et fait ratifier ce coup d'État par plébiscite le 19 août 1934, obtenant l'appui de 90 % des Allemands.

Le volet socio-économique et culturel

Sur le plan économique et social comme sur celui des arts et de l'éducation, le chef nazi est tout aussi actif. Dès septembre 1933, il crée le Groupe des producteurs du Reich qui institue une centralisation rurale. De même, les divers syndicats existants sont dissous au profit d'un syndicat unique, le Front allemand du travail ou *Deutsche Arbeitsfront*. Cet encadrement s'accompagne d'une politique volontariste payante basée sur l'autarcie : grands travaux, promotion des produits de remplacement pour diminuer les importations, crédits aux entrepreneurs. La production nationale est relancée tandis que le chômage se résorbe. L'Allemagne, hier misérable, vit mieux, ce qui explique la popularité de la dictature nazie. La culture, elle, est prise en main via la Chambre nationale de la Culture, créée en septembre 1933. Il est nécessaire de s'y inscrire pour pouvoir exercer un métier artistique, ce qui permet au régime de contrôler les artistes et d'éliminer ceux qu'il juge « dégénérés ». En 1933 encore, l'Allemagne lance

« la Force par la Joie » ou *Kraft durch Freude*, qui vise à encadrer les loisirs populaires, sportifs ou culturels, au service de la propagande nazie. Les mouvements de jeunesse allemands passent, peu à peu, sous domination nazie et, en 1936, la *Hitlerjugend* en détient le monopole, réalisant le rêve hitlérien d'un enrégimentement de la jeunesse. Dans le même temps, l'enseignement allemand traditionnel est réformé tandis que l'on crée, en parallèle, une filière réservée à la future élite du régime, éduquée dans des valeurs militaristes. Le personnel enseignant des écoles et des universités est épuré, de manière à s'assurer de sa compatibilité avec les vues hitlériennes. En ce qui concerne les Juifs, ils sont d'abord l'objet d'attaques isolées mais, dès avril 1933, les nazis décident du boycott généralisé de leurs commerces et de leur exclusion de la fonction publique. Il en ira de même pour les professions libérales, l'enseignement et les arts. En 1935, les lois raciales de Nuremberg priveront les Juifs de leur citoyenneté et interdiront les unions mixtes.

Le volet international

En politique extérieure, l'obsession de Hitler est d'abattre le *Diktat* de Versailles et d'obtenir, pour l'Allemagne, l'égalité puis la prééminence en Europe. Son discours de février 1933 est clair sur ce point. Pour ce faire, il se montre d'abord modéré, acceptant de souscrire, avec la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, au projet mussolinien de pacte à Quatre en 1933. Comme le Duce, il en escompte une révision du traité de Versailles mais la France, tenue par ses alliances orientales et soucieuse de ménager aussi les Belges, se refuse à tout règlement en dehors de la Société des Nations. Se pose, par ailleurs, la question du désarmement général, objectif fixé à Versailles. Hitler veut officiellement pouvoir réarmer l'Allemagne tout en obtenant le désarmement progressif des autres puissances, officiellement pour trouver un équilibre. Mais officieusement, il prépare sa domination militaire. Conférences et plans se succèdent pour parvenir à un compromis mais tous échouent. Hitler choisit alors de passer en force : en octobre 1933, l'Allemagne quitte la conférence du Désarmement puis la SDN et, le 17 avril 1934, la France entérine la rupture totale en affirmant son refus de tout réarmement allemand. Hitler, quant à lui, poursuit sur sa lancée. Le 25 juillet 1934, les nazis autrichiens, aidés par l'Allemagne, tentent un coup d'État à Vienne mais l'assassinat du chancelier Dollfuss ne sera pas suivi d'un *Anschluss*, notamment parce que Mussolini a, seul, réagi militairement en mobilisant sur le Brenner. La tension est forte mais Hitler parvient à la faire retomber au second semestre 1934. Une nouvelle étape est franchie le 16 mars 1935 : prétextant le vote du service de deux ans par Paris, Hitler fait connaître sa décision unilatérale de rétablir le service obligatoire et de réarmer l'Allemagne à concurrence de trente-six divisions. En moins de vingt-quatre mois, il a presque réalisé les divers objectifs fixés dans son discours de février 1933. Soufflant avec habileté le chaud et le froid, il avance vers son but sans susciter de forte réaction en Europe. L'introduction au discours n° 18 reviendra sur cette tactique hitlérienne visant à diviser les puissances alliées et à miser sur leur crainte d'une escalade fatale.

PREMIER DISCOURS AUX GÉNÉRAUX

[...] Seul but de la politique d'ensemble : reconquête du pouvoir politique. Tout le gouvernement, et dans tous les secteurs, doit s'orienter dans ce sens.

1) À l'intérieur. Revirement complet des conditions actuelles de politique intérieure en Allemagne. Ne plus tolérer d'opinion opposée à ce but. Celui qui ne veut pas se laisser convertir doit être dompté. Extirpation radicale et définitive du marxisme. Éducation de la jeunesse et du peuple dans l'idée que seule la lutte peut nous sauver, et lui donner le pas sur tout le reste. Entraînement de la jeunesse à l'endurance, affermissement de sa combativité par tous les moyens. Peine capitale pour la trahison et la haute trahison. Direction de l'État stricte et autoritaire. Destruction de ce cancer qu'est la démocratie !

2) À l'extérieur. Lutte contre Versailles. Égalité des droits à Genève ; mais inutile si la nation n'est pas prête à combattre. Rechercher des alliances.

3) Économie ! Le cultivateur doit être sauvé ! Politique des agglomérations ! Augmentation future de l'exportation inutile. Pouvoir d'absorption du monde limité ; surproduction partout. Établir des agglomérations, seul moyen d'occuper une partie de l'armée des chômeurs. Mais il faut du temps, ne pas s'attendre à un changement radical, l'espace vital du peuple allemand étant trop restreint.

4) Redressement de la puissance militaire, condition essentielle pour atteindre le but : le rétablissement de la puissance politique. Service militaire obligatoire doit être rétabli. Mais les autorités doivent veiller à ce que les conscrits n'arrivent pas à l'armée déjà pourris de pacifisme, marxisme ou bolchevisme, ou que ces poisons ne les frappent après leur service.

Une fois acquise, comment la puissance politique doit-elle être employée ? On ne peut pas encore se prononcer. Peut-être conquête de nouveaux marchés d'exportations ou peut-être – et mieux – conquête d'un nouvel espace vital à l'Est et sa germanisation implacable. Il est certain que la situation économique actuelle ne peut être changée qu'avec la puissance politique et le combat. [...]